



6.1 – Police municipale

ARRÊTÉ n° 2026/355

Portant réglementation temporaire de la circulation

Le Maire de la Ville de Gien,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2213-1, L.2213-2, L.2213-4,

Vu le code de la route,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie : signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

Vu l'arrêté de la mairie de Nevoy portant réglementation de la circulation n° A2026-0081 en date du 29 avril 2026,

Considérant qu'en raison du danger que représente une concentration importante de véhicules sur la rue Jules César, il y a lieu de préserver la sécurité publique et de réglementer la circulation des véhicules,

ARRÊTE

Article 1 - A compter du lundi 4 mai et jusqu'au mardi 19 mai 2026 inclus, la vitesse sera limitée à 50 km/h rue Jules César, (partie comprise entre le chemin des Mulets et l'entrée de l'agglomération de Gien).

Article 2 - La signalisation réglementaire sera mise en place par les services techniques municipaux.

Article 3 - Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation dans la commune de Gien.

Article 4 - Tout véhicule en infraction sera considéré comme gênant conformément à l'article R.417-10 du code de la route et passible d'une mise en fourrière aux frais de son propriétaire.

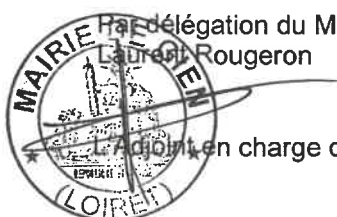
Article 5 - La présente autorisation sera abrogée dès la fin de la période fixée à l'article 1.

Article 6 - Monsieur le Maire de Gien est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 - DIFFUSION À :

- Madame la directrice des services techniques,
- Garage Croisé, 44 route de Saint-Martin, 45500 Poilly-Lez-Gien,
- Monsieur le commandant de la compagnie de gendarmerie de Gien,
- Monsieur le chef de service de la police municipale,
- Monsieur le chef du centre de secours de Gien.

Fait en Mairie de Gien, le 29 avril 2026



Le Maire :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.
- Certifie l'affichage le : 04-05-26